

Ce qui se passerait SI ON REVOTAIT

► Un scénario crédible pour les spécialistes, qui favoriserait le Vlaams Belang.

► Les pistes ne sautent pas aux yeux pour sortir de la crise politique au fédéral. Le choix de Bart De Wever de contourner le SPA en Flandre complique le travail des informateurs royaux. "S'imaginer que le PS pourrait faire l'apoint et dépanner les anciens partenaires de la coalition suédoise pour former un gouvernement fédéral relève de l'illusion", a pré-

venu Elio Di Rupo.

Les partis n'ont pas attendu cette séquence pour agiter comme un chiffon rouge l'hypothèse d'un retour aux urnes. Comme Sophie Wilmès (MR), pour qui il s'agirait "d'un aveu d'échec de la classe politique".

MAIS L'HYPOTHÈSE d'un nouveau vote est-elle vraiment crédi-

ble? "En Belgique, comme le vote est obligatoire, les partis sont traditionnellement réticents quant à la perspective de revoter. Ils partent du principe que cela va irriter le citoyen. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'après la chute du gouvernement Michel en décembre, la classe politique a souscrit à un consensus pour ne pas le faire", observe Caroline Sagesser, politologue au Crisp. "D'autant que je ne vois pas en quoi une nouvelle Chambre aiderait à former un gouvernement. Un retour aux urnes fa-

voriserait un vote en faveur des extrêmes, du Vlaams Belang en particulier, et une forte abstention. La N-VA et le Vlaams Belang pourraient obtenir une majorité en Flandre. Ce serait un grand levier pour des négociations institutionnelles."

Caroline Sagesser évoque une seconde option: l'organisation d'un vote dans le cadre d'une réforme institutionnelle, avec une liste d'articles de la Constitution à réviser. "Il s'agirait alors d'élire un Parlement destiné à faire évoluer la Constitution vers le confédéralisme. Ce ne sera pas pour demain. Mais, dans le cas où le blocage perdure, où il s'agit du seul moyen de conserver un pays du nom de Belgique, c'est une possibilité réelle. D'autant plus si des échéances budgétaires et l'actualité internationale, dont le Brexit, poussent

les partis à mettre de l'eau dans leur vin. Il faudra bien que le blocage ait duré des mois, et atteint un an, avant d'en arriver là."

De quoi nous amener allégrement en 2020...

Le Roi pourra, s'il constate l'échec d'un formateur, dissoudre les Chambres après le vote d'une majorité. Mais la crise n'a pas encore assez duré pour en arriver à ces extrémités.

"Revoter? Bien sûr que c'est envisageable. Reste que cela constituerait un précédent dans ce pays, contrairement à l'Espagne ou à la Grèce. Des élections anticipées ont déjà eu lieu. Mais jamais suite à l'incapacité à former un gouvernement", embraie Pascal Delwit, politologue à l'ULB. "Il me

"La N-VA et le Vlaams Belang pourraient avoir une majorité en Flandre."

semble difficile de savoir comment les électeurs apprécieront la situation. Intuitivement, on pourrait imaginer, côté francophone, qu'ils se réfugient vers les partis traditionnels, comme défenseurs des francophones face à la forte pression du Nord. Cela pourrait profiter au PS, voire au MR. On risque d'avoir des campagnes sur des thèmes différents: confédéralisme au Nord, le clivage droite-gauche au Sud. La récente séquence flamande n'a pas été favorable à la N-VA. Cela peut être un levier pour le Vlaams Belang."

UNE AUTRE INCONNUE sera la manière dont l'électeur jugera le refus de gouverner du PTB.

L'hypothèse d'un revote paraît nettement plus improbable pour Pierre Vercauteren. "En 2010, nous n'étions pas allés revoter malgré une crise de 541 jours. Le risque d'élections anticipées est très faible", tempère le politologue de l'UCL-Mons. "Les partis craignent, à juste titre, le vote sanction. Ceux qui ont exercé le pouvoir ont été sanctionnés. Ce risque est encore plus grand si on vote après l'échec de la formation d'un gouvernement. Vlaams Belang et PTB pourraient être les grands vainqueurs. La situation en serait encore plus compliquée!"

Adrien de Marneffe



Jambon out, De Croo FAVORI POUR LE 16

▶ Le nombre de candidats se réduit comme peau de chagrin. Qui reste dans la course ?

▶ L'accession au 16 rue de la Loi fait-elle toujours figure de Saint Graal ? Le pays n'est pas démuné en grands formats politiques : Paul Magnette, Elio Di Rupo, Charles Michel, Didier Reynders, Bart De Wever ou encore Jan Jambon. La probabilité est pourtant forte qu'aucun n'accède au poste de Premier ministre. Charles Michel a été propulsé à la présidence du Conseil européen. Jan Jambon s'est vu offrir la ministre-Présidence flamande sur un plateau. Bart De Wever lui-même ne semble guère désireux d'enfiler ce costume. Qui alors ?

Deux solutions se dégagent et conditionnent l'ensemble : l'une avec la N-VA, l'autre sans. Outre Jambon et De Wever, peu d'élus N-VA paraissent taillés pour le poste. "Siegfried Bracke n'a pas été réélu et je vois mal Theo Francken dans ce rôle. La N-VA risque de devoir passer son tour", analyse Caroline Sagesser, du Crisp.

Pascal Delwit : "De bonnes chances que le Premier ministre soit un libéral flamand."

"La N-VA n'a pas comme priorité d'aller au fédéral", abonde Pierre Vercauteren, politologue à l'UCL-Mons. "Elle pourra cependant utiliser le niveau flamand comme levier pour faire pression sur les partis qui négocieront au fédéral."

Si la N-VA reste le premier parti du pays, les socialistes en constituent la première famille politique. Johan Vande Lanotte (SPA) a même été évoqué comme un candidat potentiel. Une hypothèse jugée hautement improbable : le SPA a essuyé une large défaite électorale et se débat dans une Flandre qui a massivement voté à droite.

Les partis du Nord devraient s'opposer à un troisième francophone d'affilée. "Avec ou sans la N-VA, tout indique que les libéraux (MR et Open VLD) seront présents. Il y a de bonnes chances que le Premier ministre soit un libéral flamand. L'Open VLD est le plus petit dénominateur commun d'un gouvernement qui inclurait, ou non, la N-VA", nous indique Pascal Delwit, politologue à l'ULB. "Alexander De Croo n'a jamais caché son ambition pour le poste.

C'est la personnalité du parti qui a le plus de chances d'y arriver."

Ironie de l'histoire : le 22 avril 2010, c'est ce même Alexander De Croo qui, en débranchant la prise du gouvernement suite au dossier BHV, avait précipité le pays dans une crise de 541 jours.

Gwendolyn Rutten, présidente de l'Open VLD, serait la première femme à obtenir le poste. Reste que sa légitimité interne a souffert, fragilisée notamment par sa tentative manquée de ramener le MR dans les négociations bruxelloises. "On citera aussi Patrick Dewael, poursuit Pascal Delwit, très accepté au Nord comme au Sud, pondéré, un homme de compromis. Mais sa carrière est plutôt derrière lui..."

Wouter Beke constitue une autre piste. Mais le président du

CD&V et récent ministre ne représente que la quatrième famille politique du pays.

À MOINS QU'UN francophone, malgré tout, ne passe la rampe. Un profil libéral, comme celui de Didier Reynders, pourrait être jugé acceptable en Flandre, en dépit de ses inimitiés avec le CD&V. Le MR se heurterait alors au veto du PS, qui, fort de son statut de premier parti francophone, aurait des raisons de refuser le deal. Pour peu que Reynders n'ait pas encore été nommé commissaire européen.

Et Elio Di Rupo ? À l'inverse de Pascal Delwit et Caroline Sagesser, Pierre Vercauteren n'exclut pas complètement cette possibilité. "Les Flamands ne voulaient pas d'un 2^e francophone d'affilée et Charles Michel est quand même devenu Premier ministre", rappelle une figure historique du CDH.

Adrien de Marneffe



▶ Alexander De Croo, 10 ans après avoir débranché la prise et déclenché une crise de 541 jours, pourrait être l'homme qui dirigera le pays. © BELGA

"Le(s) présent(s) article(s) est (sont) reproduit(s) avec l'autorisation de l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be "